

---

**EUROPEAN FOREST INSTITUTE**

**TENDER SPECIFICATIONS**

**PROCUREMENT REFERENCE NUMBER 09-15.2-2022-ALA**

**FLEGT FACILITATION IN THE REPUBLIC OF THE CONGO**

---

## 1. TERMS OF REFERENCE

---

### 1.1 Introduction

L'Institut européen de la forêt (EFI) est une organisation internationale dont le siège est à Joensuu, en Finlande. L'EFI héberge le programme de soutien financé par l'Union européenne (UE), nommé Facilité VPA Africa - Latin America, dont l'équipe est basée à Bruxelles.

Dans le cadre de ces termes de référence, la Facilité VPA Africa - Latin America soutient la République du Congo et l'UE, représentée par la Délégation de l'UE en République du Congo et la Direction générale des partenariats internationaux (DG INTPA) de la Commission européenne, dans la mise en œuvre effective de l'Accord de partenariat volontaire (APV) sur l'application des réglementations forestières, la gouvernance et les échanges commerciaux (FLEGT) entre l'UE et la République du Congo.

L'Union européenne (UE) a adopté le Plan d'action de l'Application des réglementations forestières, gouvernance et échanges commerciaux (FLEGT) en 2003. L'un des instruments de coopération avec les pays partenaires sont des Accords de partenariat volontaire (APV). Un APV est un accord commercial bilatéral juridiquement contraignant entre l'UE et le pays producteur de bois qui vise la mise en place de licences FLEGT, qui garantissent que seuls les produits ligneux de source légale sont importés dans l'UE. L'UE et ses États membres soutiennent les pays partenaires dans la préparation et la mise en œuvre des APV, notamment en vue d'améliorer la gouvernance et l'application de la loi et de mettre en place un Système de Vérification de la Légalité (SIVL). Ce système comporte la définition de la légalité, des contrôles de la chaîne d'approvisionnement, vérification de la conformité, afin de permettre la délivrance des licences FLEGT. Il est complété par un audit indépendant régulier de son fonctionnement.

L'APV FLEGT en République du Congo est en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013. Des avancées sur les éléments techniques de l'APV ont été réalisées depuis le début de l'implémentation, notamment quant au Système Informatisé de Vérification de La Légalité (SIVL) – qui, après avoir été développé entre 2015 et 2016, est au stade du déploiement.

Une réforme législative est en cours. Suite à la promulgation de la Loi 33-2020 du 8 juillet 2020 portant Code Forestier, les textes d'application relatifs sont actuellement en cours d'élaboration à travers un Groupe de Travail Multi Acteurs (GTMA).

Une fois les textes pris, la révision des deux grilles de légalité et la mise à jour subséquente du SIVL seront nécessaires à la finalisation du SIVL.

### 1.2. Objectifs

Le succès et la crédibilité de l'APV exigent que: (i) le large éventail d'actions envisagées dans l'Accord reste sur la bonne voie; (ii) les processus multipartites qui caractérisent l'esprit de l'APV soient maintenus et renforcés; (iii) les exigences des marchés internationaux en matière de preuve de la

production légale de bois soient disponibles et comprises par les parties prenantes; (iv) les différents actions et projets soient coordonnés efficacement et toutes les parties impliquées. A ces fins, une facilitation efficace est nécessaire pour aider les Parties à l'Accord à faire en sorte que ces exigences soient remplies.

Les objectifs de la mission sont de faciliter le processus d'implémentation de l'APV :

1. En supportant la tenue des instances de l'APV, la participation et l'implication effective de toutes les parties prenantes.
2. En assurant le suivi du processus APV et le reporting aux Parties.

### **1.3. Responsabilités**

1.3.1. Le facilitateur FLEGT soutiendra l'implémentation de l'APV entre la République du Congo et l'UE, et maintiendra une communication régulière entre les Parties à l'Accord. Le facilitateur FLEGT assurera les tâches suivantes :

1.3.1.1. Faciliter l'engagement effectif et informé des parties prenantes nationales dans le dialogue et les consultations sur l'APV;

1.3.1.2. Fournir un soutien efficace aux Parties, Congo et UE, pour l'organisation et le fonctionnement des instances de l'APV (CCM, Auditeur Indépendant du Système, etc.), leur permettant de suivre les progrès de l'implémentation de l'APV, d'identifier les problèmes, de comprendre les perspectives des parties prenantes, et leur fournir des informations pertinentes et opportunités dans le dialogue entre les parties ;

1.3.1.3. Soutenir la coordination entre le processus FLEGT et les autres initiatives liées, ou impactant le secteur, et assurer une veille régulière.

1.3.2. Le facilitateur FLEGT assurera le suivi du processus FLEGT et le reporting aux Parties :

1.3.2.1. Assurer que les parties prenantes aient régulièrement accès aux informations sur l'état d'avancement de l'implémentation de l'APV, afin de maximiser leur engagement effectif ;

1.3.2.2. Participer et rapporter régulièrement les avancements de l'implémentation de l'APV et de ses dynamiques aux Parties (UE, République du Congo) ;

1.3.2.3. Assurer la liaison avec EFI pour faciliter leur mission de soutien de l'APV.

### **1.4. Reporting et obligations contractuelles**

Le facilitateur FLEGT rapportera trimestriellement sur l'évolution du plan de travail trimestriel (allocation de ressource) et des activités mises en œuvre et la mise en œuvre du budget de travail trimestriel (voir ci-dessous). Un rapport de démarrage sera requis après une période d'un mois, afin d'ajuster si besoin l'approche engagée et proposer un premier budget de travail trimestriel.

Le facilitateur FLEGT préparera un plan de travail trimestriel dans lequel les activités prévues pour ce trimestre seront identifiées et budgétisées. Le plan de travail sera approuvé par EFI après

présentation auprès de la Délégation de l'UE en République du Congo, la Direction des Partenariats Internationaux de la Commission européenne (INTPA F2) et le Ministère de l'Economie Forestière. Lors de la période couverte par le plan de travail trimestriel celui-ci peut être amendé par écrit de commun accord. Le premier plan de travail trimestriel couvrira la période du début du contrat jusqu'au mois de décembre 2022.

Pour assurer une bonne gestion et un rapportage financier conforme aux exigences de EFI du budget de travail mentionné dans le point 1.5 du présent document, et pour soutenir le suivi des projets soutenant le processus APV mentionné dans la liste ci-dessus les modalités d'un soutien administratif et financier dédié seront accordées entre EFI et le contractant après signature du contrat.

La planification et la mise en œuvre des tâches inclus ci-dessus sera coordonné avec les activités et initiatives de l'UE, les états membres de l'UE et autres initiatives liées au secteur forestier.

### **1.5. Timing et ressources financières**

- 1.5.1. Le début indicatif du contrat est prévu en octobre 2022 pour une durée de 14,5 mois (pour un maximum de 250 jours de travail). Le facilitateur sera basé à Brazzaville, en République du Congo.
- 1.5.2. Un budget de travail (work plan budget) total de 110.000 euros est prévu pour couvrir les coûts de fonctionnement tels que le support administratif et financier dédié, les missions de terrain, location et frais de bureau (y inclus frais pour meubles, internet, électricité, eau, nettoyage et entretien, etc), déplacements nationaux en dehors de Brazzaville (incluant les perdiems), déplacements internationaux (incluant les perdiems) et l'organisation des réunions. Cette disposition est déjà intégrée dans le modèle financier (annexe 7). Ces dépenses seront budgétisées dans le plan de travail trimestriel qui sera soumis à l'approbation par EFI avant sa mise en œuvre.
- 1.5.3. Les honoraires incluront les coûts liés aux déplacements locaux (à Brazzaville), assurances professionnelles, moyens de travail non-inclus dans les frais de bureau (laptop, téléphone) et toutes les taxes, impôts et autre redevances liés à son activité ainsi que les coûts éventuels liés à l'expatriation en République du Congo (voyages, logement, visas).

## 2. TENDER DOCUMENTATION

---

### 2.1. Administrative Documentation

The tender shall include the following documentation, properly filled out and signed:

- Cover letter (Annex 1)
- Identification form (Annex 2) including supporting documentation
- Bank identification form (Annex 2a)
- Declaration on Exclusion Criteria and Absence of Conflict of Interest (Annex 3)
- Nomination form (Annex 4)
- Minimum criteria declaration (Annex 5)

The consortium agreement (Annex 6) shall be included, properly filled out and signed, if the tender is submitted jointly by a consortium of economic operators. The consortium agreement (Annex 6) shall not be included if the tender is submitted by a single Tenderer proposing subcontracting of tasks.

### 2.2. Technical Proposal

In order to evaluate the tender against the minimum criteria and the award criteria in section 3.1. and 3.2., the Tenderer shall submit a technical proposal (in French) consisting only of the following elements:

**1) A nomination** of the following Expert to carry out the tasks in the Terms of Reference:

- **one Facilitator (Expert)**

The Technical Proposal shall include CV of the nominated Expert.

The Tenderer shall be able to certify the information contained in the CV for the nominated Expert at EFI's request.

The CV shall have all the information as in the EuroPass CV

<https://europass.cedefop.europa.eu/documents/curriculum-vitae>

The Tenderer can use the EuroPass CV template or its own CV template.

**2) A description** of no more than **three (3) pages in French, making reference to the Terms of Reference and the previous experience of the Expert** showcasing understanding of:

- Challenges of VPA/FLEGT process in particular in the Republic of the Congo or in countries of Congo Basin
- Facilitators' activities and responsibilities in general and when relevant specific to the Congolese context.
- Stakeholder participation requirement in VPA and role of facilitation to support it

**3) A presentation** of no more than **four (4) pages in French** on the **Tenderer's methodology** for the assignment – building upon the **Terms of Reference and the experience of the Expert** – addressing the following elements under separate headings:

- For supporting the parties in the implementation of the VPA and the effective involvement of all stakeholders
- For maintaining regularly, a communication between the Parties
- For the follow-up / monitoring of the VPA/FLEGT process in the Republic of the Congo, the identification of bottlenecks with their solutions and the reporting to the Parties

**2.3. Financial Proposal**

The Tenderer shall submit a financial proposal, which shall be completed by using the form in annex 7 and by following the instructions therein.

The full general conditions applicable to the payment of fees and per diem as well as the reimbursement of costs can be found in annex 8 (model contract).

### 3. EVALUATION OF TENDERS AND AWARD OF THE CONTRACT

#### 3.1. Minimum Criteria

The Expert nominated must meet the following criteria:

N°	Criteria description
M.I.	University degree in public administration or environmental law or forestry or natural resource management or social sciences or business administration or any other field relevant to the FLEGT VPA;
M.II.	At least five (5) years of professional experience in the forestry or natural resource management sector, in multi-stakeholder governance processes (including a range of stakeholders with different interests) and/or in wood trade-related activities;
M.III.	At least two (2) years of professional experience supporting policy reforms in the Republic of the Congo or in a country of the Congo Basin, or providing technical assistance in development cooperation programs in the forestry sector including related to technical, socio-economic, legal and political aspects;
M.IV.	Experience in facilitating multi-stakeholder processes with proven ability to work with a wide and varied range of political, economic, community and civil society representatives, including high-level ones and ability to manage potential conflicts and facilitate the making of resolutions or find solutions in the event of a blockage;
M.V.	Experience in the financial management of projects with budgets equivalent to the work plan budget provided in the terms of reference.
M.VI.	Understanding, speaking, and writing French as demanded with respect to all tasks covered by the Terms of Reference

**Tenders not fulfilling the minimum criteria will be rejected.**

#### 3.2. Award Criteria

Tenders which fulfil the minimum criteria will be evaluated using the following award criteria:

A. Technical component (maximum 75 points)		
N°	Award criteria	Max points
A.I.	<b>Understanding of:</b>	<b>30</b>
i.	Challenges of VPA/FLEGT process in particular in the Republic of the Congo or in countries of Congo Basin	10
ii.	Facilitators' activities and responsibilities in general and when relevant specific to the Congolese context.	10

iii.	Stakeholder participation requirement in VPA and role of facilitation to support it	10
<b>A.II.</b>	<b>Proposed methodology for the implementation of the tasks</b>	<b>45</b>
i.	For supporting the parties in the implementation of the VPA and the effective involvement of all stakeholders	15
ii.	For maintaining regularly, a communication between the Parties	15
iii.	For the follow-up / monitoring of the VPA/FLEGT process in the Republic of the Congo, the identification of bottlenecks with their solutions and the reporting to the Parties	15

The Technical component (TC) is calculated according to the following formula:

$$TC = A.I. + A.II.$$

**Tenders must receive a score of more than half of the maximum Technical component to be considered qualitatively acceptable.**

**Tenders not considered qualitatively acceptable will not be considered further.**

**B. Financial component (maximum 25 points)**

**Tenders presenting a total financial proposal (Fo) superior to the maximum contract value of EUR 245,000 (including the work plan budget) will not be considered further.**

For tenders being considered, the Financial component (F) is calculated according to the following formula:

$$F = (Fmin / Fo) \times 25$$

where

**Fmin** is total sum in the tender in the evaluation with the lowest total financial proposal; and

**Fo** is the total sum in the financial proposal being considered.

**C. Most economically advantageous tender**

A combined score (CS) will be calculated according to the following formula:

$$CS = TC + F$$

The Tenderer with the highest combined score (CS) for Technical component (TC) and Financial component (F) will be awarded the Contract.

Where two or more tenders have an equal combined score the contract will be awarded according to the highest score for the financial component (F).

## **ANNEXES**

---

Annex 1	Cover letter
Annex 2	Identification form
Annex 2a	Bank identification form
Annex 3	Declaration on exclusion criteria and absence conflict of interest
Annex 4	Nomination form
Annex 5	Minimum criteria declaration
Annex 6	Consortium agreement
Annex 7	Financial Proposal form
Annex 8	Model contract
Annex 9	Per diem rates